



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 23 du 29 avril 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 30 avril 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	522
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	522
CABINET	522
Bureau du cabinet.....	522
Extrait de l'arrêté du 12 avril 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement.....	522
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	522
Bureau des réglementations	522
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2010 portant composition de la commission départementale des taxis et des voitures de petite remise	522
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	522
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	522
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 19 avril 2010 (Meurthe-et-Moselle / Meuse) approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers.....	522
Bureau des procédures environnementales.....	523
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	523
Service environnement, eau et biodiversité.....	523
Extrait de l'arrêté préfectoral N° 54-2009-00101 du 28 avril 2010 portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la pose d'une conduite boulevard Ney dans le ruisseau canalisé du Grand Rupt sur la commune de Pont-à-Mousson	523
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	525
Bureau de l'interministérielité.....	525
Arrêté N° 10.BI.27 du 20 avril 2010 organisant la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle le 30 avril 2010.....	525
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	525
Extrait de l'arrêté en date du 26 avril 2010 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy	525
Extrait de l'arrêté en date du 29 avril 2010 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du Pays de Longuyon.....	525
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	526
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	526
Extrait de l'arrêté régional n° 9/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 fixant les règles générales de convergence du coefficient de transition entre les établissements de la région	526
Extrait de l'arrêté n° 10/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1 ^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville - N° FINESS : 54 0 00036 1	526
Extrait de l'arrêté n° 11/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1 ^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Polyclinique de Gentilly et Saint-Don à Nancy - N° FINESS : 54 0 00048 6	527
Extrait de l'arrêté ARH n° 12/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1 ^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - SAS Polyclinique Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 54 0 00047 8	527
Extrait de l'arrêté n° 13/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1 ^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Polyclinique Majorelle à Nancy - N° FINESS : 54 0 01322 4	527
Extrait de l'arrêté n° 14/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1 ^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Espace Chirurgical Ambroise Paré à Nancy - N° FINESS : 54 0 00044 5	527
Extrait de l'arrêté ARH n° 15/2010 du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1 ^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Clinique Saint-André à Vandœuvre-lès-Nancy - N° FINESS : 54 0 00045 2	528
Extrait de l'arrêté ARH n° 16/2010 du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1 ^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Polyclinique La Ligne Bleue à Epinal - N° FINESS : 88 0 78859 1	528
Extrait de l'arrêté n° 17/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1 ^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Clinique Ambroise Paré à Thionville - N° FINESS : 57 0 00035 6	528
Extrait de l'arrêté n° 18/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1 ^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Hôpital - Clinique Claude Bernard à Metz - N° FINESS : 57 0 00064 6	528
Extrait de l'arrêté n° 19/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation, pour l'exercice 2009, de la dotation annuelle de fonctionnement du service d'accueil et de traitement des urgences de l'Hôpital Clinique Claude Bernard à Metz - N° FINESS : 57 0 00064 6	529
Extrait de l'arrêté n° 20/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation, pour l'exercice 2010, de la dotation annuelle de fonctionnement du service d'accueil et de traitement des urgences de la Polyclinique de Gentilly à Nancy - N° FINESS : 54 0 00048 6	529
Extrait de l'arrêté n° 21/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du montant annuel, pour l'exercice 2010, pour l'activité de prélèvement d'organes ou de tissus de la Polyclinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 54 0 00047 8	529
Extrait de la délibération n° 14/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 relative à la dévolution des biens de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à l'agence régionale de santé de Lorraine.....	529
Extrait de la délibération n°16/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010	529
Extrait de la délibération n° 17/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010	530
Extrait de la délibération n° 18/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010	530
Extrait de la délibération n° 19/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 31 mars 2010 relative à la demande conjointe de l'association HADOV à Neufchâteau et du centre hospitalier de Bar-le-Duc visant à modifier le périmètre d'intervention concernant l'activité d'hospitalisation à domicile.....	530
Extrait de la décision portant approbation de la délibération du 17 décembre 2009 relative au projet d'établissement 2008 – 2012 de la Maison Hospitalière Saint Charles de Nancy (54).....	531
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	531
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 41/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	531
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 42/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	531
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 43/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	532
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 44/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	532
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 45/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	532
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 46/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 757 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	532
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 47/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	533
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 48/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	533
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 49/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	533
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 50/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	533

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 51/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	534
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 52/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	534
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE	534
Service prévention des risques	534
Ligne à 225 000 volts Moulaine-Belval – Extrait de l'arrêté du 13 avril 2010 portant autorisation d'exécution	534
DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE	535
Extrait de l'arrêté du 23 février 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC n° 9542)	535
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE	535
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	535
Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 21 avril 2010 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association Scènes et Territoires à Maxéville	535
Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 21 avril 2010 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - MJC de Maxéville	535
Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 21 avril 2010 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Société Nouvelle GAUTIER MOULRON à JEANDELAINCOURT	536
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	536
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature	536
Arrêté du 1er avril 2010 portant délégation de signature	536
Extrait de l'arrêté du 14 avril 2010 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle le 14 mai 2010	537
SIV – Agrément des professionnels du commerce de l'automobile - Arrêté de délégation de signature de l'administrateur général des finances publiques du 23 avril 2010	537
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES	537
Extrait de l'arrêté réglementaire DDT-Pêche 2010/005 du 28 avril 2010 relatif à la pêche en eau douce dans le lac de PIERRE-PERCEE	537
Service agriculture, forêt, chasse	537
Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/n° 135 du 8 avril 2010 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de VANNES-le-CHÂTEL	537
Extrait de l'arrêté n° 2010/166 du 12 avril 2010 autorisant exceptionnellement les lieutenants de louveterie à détruire les sangliers qui causent des dégâts aux cultures des agriculteurs du département	538
Service aménagement durable, urbanisme, risques	539
Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Landres, Mont-Bonvillers et Piennes du 20 avril 2010	539
Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Labry du 20 avril 2010	540
Commune de Barisey-la-Côte - Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT54/ADUR/005 du 21 avril 2010 portant approbation de la révision de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme	540
AUTRES SERVICES	540
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	540
Décision de délégation de signature du 27 avril 2010	540
AVIS ET COMMUNICATIONS	541
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	541
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE	541
Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe et Moselle	541
Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe et Moselle	542
AUTRES SERVICES	542
INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE LORRAINE	542
Avis de recrutement externe d'un adjoint technique de recherche et de formation par la voie du PACTE	542
Avis de recrutement externe d'un adjoint technique de recherche et de formation par la voie du recrutement sans concours	543

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau du cabinet***Extrait de l'arrêté du 12 avril 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETEArticle 1^{er} : la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Sébastien PIGNOT

Le 23 juillet 2009, vers 21 H 00, sur le secteur du pont de la concorde à Nancy, M. PIGNOT courait le long des berges, lorsqu'il a entendu des cris. Deux enfants se noyaient. M. PIGNOT n'a pas hésité à se jeter dans la Meurthe afin de leur porter secours. Le courage et l'intervention rapides de M. PIGNOT, ont permis de sauver une victime.

Article 2 : le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à M. Philippe MORENVILLIER, député de Meurthe-et-Moselle et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 avril 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté du 21 avril 2010 portant composition de la commission départementale des taxis et des voitures de petite remise**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 10 août 2009 relatif à la composition départementale des taxis et des voitures de petite remise est modifié ainsi qu'il suit :

a) Représentants des organisations professionnelles

SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES ARTISANS TAXIS DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Titulaires : M. Dominique COUR

M. Olivier VOISIN

M. François VOINNESSON

Suppléants : M. Emmanuel VOINSON

M. Jean Marc JASIAK

Mme Marie-José REINNESS

Le reste sans changement

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 21 avril 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 19 avril 2010 (Meurthe-et-Moselle / Meuse) approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le préfet de la Meuse,

Considérant que la communauté de communes du Pays de Montmédy est substituée à la commune de VELOSNES au sein du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes et communauté de communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers tels qu'annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers est transformé en syndicat mixte.

Article 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey et de Verdun, et la présidente du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires et président des communes et communauté de communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 19 avril 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Le préfet de la Meuse,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Laurent BUCHAILLAT

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Bureau des procédures environnementales
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service environnement, eau et biodiversité

Extrait de l'arrêté préfectoral N° 54-2009-00101 du 28 avril 2010 portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la pose d'une conduite boulevard Ney dans le ruisseau canalisé du Grand Rupt sur la commune de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que les travaux vont permettre d'améliorer la qualité physico-chimique du Grand Rupt, cours d'eau défini comme étant une masse d'eau au sens de la Directive Cadre sur l'Eau ;

Considérant que les travaux ne font pas obstacle à l'écoulement des crues du ruisseau du Grand Rupt ;

Considérant que le pétitionnaire a été consulté après le CODERST afin de faire part de ses observations dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis et qu'il a adressé ses observations dans un courrier daté du 13 avril 2010;

ARRETE

Titre 1 : objet de l'autorisation

Article 1 : objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Cycle d'eau, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : Pose d'une conduite boulevard Ney dans le ruisseau canalisé du Grand Rupt sur la commune de Pont-à-Mousson,

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation

Article 2 : caractéristiques des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux, activités ont les caractéristiques suivantes :

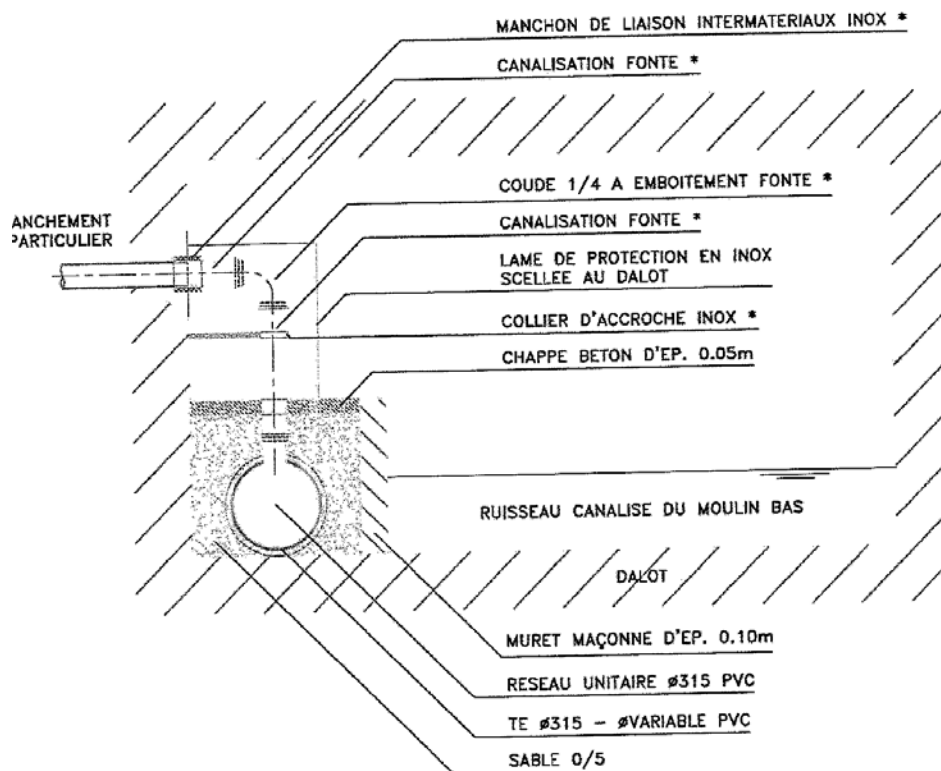
Les travaux consistent à poser une canalisation de diamètre 300 mm dans le dalot canalisant le ruisseau du Grand Rupt dans le boulevard Ney à Pont-à-Mousson.

Cette canalisation d'une longueur de 210 mètres permettra la reprise de 15 branchements d'assainissement d'habitations du boulevard Ney.

Cette canalisation rejoindra le réseau d'assainissement existant rue du Bois le Prêtre.

Afin de faciliter l'entretien, des tés de curage seront positionnés sur la canalisation tous les 40 mètres.

La reprise des branchements et la pose de canalisation dans le lit du cours d'eau canalisé sont schématisés dans le plan de principe ci-après.



NOTE : LES PIECES DE CANALISATION MARQUEES * SONT DE DIAMETRE EQUIVALENT AU BRANCHEMENT REPRIIS

Plan de principe de reprise des branchements particuliers sous dalot

Titre 2 : prescriptions

Article 3 : prescriptions spécifiques

En phase de chantier

Les travaux seront réalisés en période d'étiage lorsque le cours d'eau sera quasi à sec.

Compte tenu des effondrements observés en amont de ce chantier, il sera réalisé un état des lieux du dalot et des branchements en direct avant les travaux. Le réseau étant visitable à pied, l'entreprise retenue devra faire réaliser un constat d'huissier avant travaux.

Afin d'éviter toute pollution du cours d'eau en aval, les précautions suivantes seront prises :

- la mise à sec des travaux sera assurée par la mise en œuvre de batardeaux provisoires en sac de sable, ainsi que l'équipement de pompe de relevage ;
- les aires de lavages ne seront pas situées à proximité du ruisseau et seront équipées de bassins de dépollution provisoires ;
- aucun stockage de matériaux, de matières polluantes (huiles, carburants...) ou d'engins ne sera réalisé à proximité du cours d'eau ;
- des bottes de pailles seront stockées sur le chantier en prévision d'une éventuelle pollution accidentelle ;
- l'entreprise retenue devra disposer en permanence sur le chantier de dispositifs anti-pollution, notamment un boudin flottant qui sera arrimé en rive gauche de la Moselle au droit de la sortie du passage en siphon du ruisseau ;
- les différents matériaux servant au bétonnage seront stockés sur le site, loin des berges et en hauteur. Des instructions seront données par le maître d'ouvrage pour éviter tout déversement accidentel dans le ruisseau ;
- tous les matériaux entreposés sur les lieux d'installation et aires de stockage seront rapidement enlevés en fin de travaux ;
- les éventuels déblais de décantation dans le fond du ruisseau seront évacués à l'aide d'une pelle hydraulique avec benne preneuse au travers du trou d'accès réalisé en fin de tronçon. Les déblais seront évacués en décharge agréée.

Lors de l'entretien de l'ouvrage

Les opérations de nettoyage seront menées par temps sec. Les modalités pratiques seront les suivantes :

- sécurisation des accès au dalot par une signalisation routière provisoire,
- descente dans l'ouvrage avec un équipement de sécurité usuel,
- ouverture de la plaque pleine au droit des tés de curage,
- évacuation manuelle des dépôts locaux ou hydrocurage,
- acheminement des déchets vers des sites adaptés (station d'épuration, décharge) en fonction de leur nature.

Titre 3 : dispositions générales

Article 4 : conformité du dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 5 : caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 6 : déclaration des incidents et accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 7 : accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 8 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 10 : publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de Pont-à-Mousson.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie de Pont-à-Mousson pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de Pont-à-Mousson.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 11 : voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 12 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Pont-à-Mousson, le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie de la commune intéressée.

Nancy, le 28 avril 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté N° 10.BI.27 du 20 avril 2010 organisant la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle le 30 avril 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 28 janvier 2010 nommant Mme Juliette TRIGNAT en qualité de sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : En raison de l'absence simultanée de M. Dominique BELLION, préfet, et de M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle le vendredi 30 avril 2010, la suppléance du préfet est assurée par Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et Mme Juliette TRIGNAT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission, affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 avril 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**Extrait de l'arrêté en date du 26 avril 2010 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue des procédures de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-5 II et L5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1^{er} : La modification des statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy est autorisée comme suit :

Article 13 D

Tous les termes sont supprimés et remplacés par : « La communauté de communes est membre de l'association Alpha Santé et dispose de la possibilité de garantir les emprunts de cet établissement ».

Ajout de l'article 13 F

« Article 13 F : la communauté de communes est compétente en matière de soutien à l'expression théâtrale d'intérêt communautaire ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 26 avril 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Jacky HAUTIER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

Extrait de l'arrêté en date du 29 avril 2010 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du Pays de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue des procédures de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-5 II et L5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 2 des statuts de la communauté de communes du Pays de Longuyon est modifié comme suit :

« Article 2

Compétences obligatoires

B. Développement économique

- favoriser le maintien, l'environnement et l'accueil des entreprises par la préparation et l'aménagement de terrains et des aides administratives pour obtenir les soutiens financiers éventuels,
- aider et conseiller les entrepreneurs potentiels pour la création d'entreprises sur le territoire communautaire,
- soutenir techniquement voire financièrement les projets de développements agricoles, artisanaux, commerciaux, industriels et les projets d'installation de nouvelles entreprises,
- recensement de l'offre et de la demande en locaux d'activités autres qu'industrielles à louer et à vendre enregistrées sur le territoire communautaire,
- mettre en place une politique de développement touristique à l'échelle de la communauté de communes,
- création de sentiers de découverte,
- mise en place de panneaux d'identité de territoire sur chaque commune membre,
- appui technique voire financier aux projets d'investissements des sites touristiques du territoire communautaire,
- restauration et valorisation du petit patrimoine et des sites ayant un intérêt touristique,
- fonctionnement de l'office du tourisme,
- promotion et valorisation des atouts touristiques du territoire,
- mise en place de parcours touristiques,
- aide à la création de chambres d'hôtes et de tables d'hôtes, de fermes de découvertes et fermes auberges,
- soutien à l'opération « Graines de Paysages ».

« Compétences optionnelles

C. Vie sociale, sportive, culturelle et éducative

- la communauté de communes cherchera à promouvoir la pratique théâtrale ou musicale et la fréquentation cinématographique par l'intermédiaire de structures existantes,
- organisation de manifestations et spectacles culturels d'intérêt territorial (théâtres, variétés, cinémas, concerts) ou s'inscrivant dans un partenariat transfrontalier,
- aménagement, création de tous les outils nécessaires à la mise en place sur le territoire de la communauté de communes d'une politique culturelle à l'exception de leur gestion,
- bibliothèques – médiathèques,
- concerts JMF (Jeunesses Musicales de France),
- étudier la possibilité de mettre en place un service de portage de repas et de courses à domicile,
- étude, expérimentation et organisation d'un transport à la demande de particuliers par le biais de taxis,
- favoriser la préservation des races anciennes de volailles,
- installer un rucher école avec les apiculteurs amateurs,
- achat et distribution de colis de fin d'année aux Anciens à partir de 60 ans.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Pays de Longuyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture. Briey, le 29 avril 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Jacky HAUTIER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté régional n° 9/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 fixant les règles générales de convergence du coefficient de transition entre les établissements de la région

ARRETE

Article 1er : Considérant que les critères de modulation fixés au niveau national consistent à appliquer, à l'ensemble des régions : une réduction uniforme à hauteur de 50% de l'écart à 1 de leur coefficient de transition moyen régional ;

Article 2 : Règles générales de convergence des coefficients de transition des établissements de la région : tous les établissements, non encore affectés d'un coefficient de transition égal à 1, convergent à la vitesse de 50%.

Article 3 : Ces dispositions sont applicables à compter du 1^{er} mars 2010.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au bulletin des actes administratifs de la préfecture du département dans lequel l'agence a son siège et au bulletin des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements dans lesquels il s'applique.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté n° 10/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville - N° FINESS : 54 0 00036 1

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1er : Le montant du forfait de haute technicité, pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011, est fixé, pour la Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville, à 88 213 €

Article 2 : Selon les dispositions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011

Le montant mensuel du versement est : 7 352 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, (immeuble "les Thiers" 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 Nancy Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé, ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté n° 11/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Polyclinique de Gentilly et Saint-Don à Nancy - N° FINESS : 54 0 00048 6

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1er : Le montant du forfait de haute technicité, pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011, est fixé, pour la Polyclinique de Gentilly et St-Don à Nancy, à 588 420 €

Article 2 : Selon les dispositions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011.

Le montant mensuel du versement est : 49 035 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, (immeuble "les Thiers" 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé, ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté ARH n° 12/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - SAS Polyclinique Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 54 0 00047 8

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1er : Le montant du forfait de haute technicité, pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011, est fixé, pour la SAS Polyclinique Pasteur à Essey-lès-Nancy, à 864 326 €

Article 2 : Selon les dispositions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011

Le montant mensuel du versement est : 72 028 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, (immeuble "les Thiers" 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé, ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté n° 13/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Polyclinique Majorelle à Nancy - N° FINESS : 54 0 01322 4

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1er : Le montant du forfait de haute technicité, pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011 est fixé, pour la polyclinique Majorelle à Nancy, à 132 547 €

Article 2 : Selon les dispositions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011.

Le montant mensuel du versement est : 11 046 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, (immeuble "les Thiers" 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 Nancy Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé, ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté n° 14/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Espace Chirurgical Ambroise Paré à Nancy - N° FINESS : 54 0 00044 5

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1er : Le montant du forfait de haute technicité, pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011, est fixé, pour l'Espace Chirurgical Ambroise Paré à Nancy, à 308 746 €

Article 2 : Selon les dispositions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011.

Le montant mensuel du versement est : 25 729 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, (immeuble "les Thiers" 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 Nancy cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé, ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté ARH n° 15/2010 du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Clinique Saint-André à Vandoeuvre-lès-Nancy - N° FINESS : 54 0 00045 2

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1er : Le montant du forfait de haute technicité, pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011, est fixé, pour la clinique Saint-André à Vandoeuvre-lès-Nancy, à 177 500 €

Article 2 : Selon les dispositions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011.

Le montant mensuel du versement est : 14 792 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, (immeuble "les Thiers" 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé, ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté ARH n° 16/2010 du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Polyclinique La Ligne Bleue à Epinal - N° FINESS : 88 0 78859 1

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1er : Le montant du forfait de haute technicité, pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011, est fixé, pour la polyclinique La Ligne Bleue à Epinal, à 415 458€

Article 2 : Selon les dispositions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011.

Le montant mensuel du versement est : 34 622 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, (immeuble "les Thiers" 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 Nancy Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé, ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté n° 17/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Clinique Ambroise Paré à Thionville - N° FINESS : 57 0 00035 6

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1er : Le montant du forfait de haute technicité, pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011 est fixé, pour la clinique Ambroise Paré à Thionville, à 136 441 €

Article 2 : Selon les dispositions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011.

Le montant mensuel du versement est : 11 371 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, (immeuble "les Thiers" 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 Nancy Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé, ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté n° 18/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du forfait de haute technicité pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011 - Hôpital - Clinique Claude Bernard à Metz - N° FINESS : 57 0 00064 6

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1er : Le montant du forfait de haute technicité, pour la période du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011, est fixé, pour l'Hôpital-Clinique Claude Bernard à Metz, à 574 155 €

Article 2 : Selon les dispositions prévues à l'article R.174-22-1 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2010 au 28 février 2011.

Le montant mensuel du versement est : 47 847 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, (immeuble "les Thiers" 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de

publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé, ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté n° 19/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation, pour l'exercice 2009, de la dotation annuelle de fonctionnement du service d'accueil et de traitement des urgences de l'Hôpital Clinique Claude Bernard à Metz - N° FINESS : 57 0 00064 6

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1er : Le montant de la dotation de financement du service d'accueil urgences (prestation FAU) est fixé à 673 982 €.

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010.

Le montant du versement mensuel est fixé à 56 166 €.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy dans un délai de un mois à compter de sa notification.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté n° 20/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation, pour l'exercice 2010, de la dotation annuelle de fonctionnement du service d'accueil et de traitement des urgences de la Polyclinique de Gentilly à Nancy - N° FINESS : 54 0 00048 6

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1er : Le montant de la dotation de financement du service d'accueil urgences (prestation FAU) est fixé à 431 282 €.

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010.

Le montant du versement mensuel est fixé à 35 941 €.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy dans un délai de un mois à compter de sa notification.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté n° 21/2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 portant fixation du montant annuel, pour l'exercice 2010, pour l'activité de prélèvement d'organes ou de tissus de la Polyclinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 54 0 00047 8

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1er : Le montant du forfait annuel pour l'activité de prélèvements d'organes ou de tissus (prestation CPO) est fixé à 23 421 €.

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010.

Le montant du versement mensuel est fixé à 1952 €.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy dans un délai de un mois à compter de sa notification.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 14/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010 relative à la dévolution des biens de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à l'agence régionale de santé de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine, après en avoir délibéré,

D E C I D E

Article 1er - L'ensemble des biens propres de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine est transféré en pleine propriété et à titre gratuit à l'agence régionale de santé de Lorraine. La liste de ces biens est donnée dans l'annexe de la présente délibération.

Article 2 - Le transfert intervient au jour de la création de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 3 - Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine.

Nancy, le 23 mars 2010

Le président de la commission exécutive,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n°16/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la Santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 5 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec ALPHA SANTE relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité de surveillance continue (8 lits) sur le site de Mont-Saint-Martin.

D'approuver les clauses de l'avenant n° 6 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec ALPHA SANTE relatif à la reconnaissance de lits de soins palliatifs (4 en médecine, 5 en soins de suite) sur le site de Mont-Saint-Martin

D'autoriser le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer lesdits avenants.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 23 mars 2010

Le président de la commission exécutive,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 17/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

D'approuver le rapport d'activité de l'année 2009 de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine présenté par le directeur de l'agence.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine et de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mars 2010

Le président de la commission exécutive,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 18/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 23 mars 2010

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

D'approuver les avenants tarifaires des établissements suivants :

- . clinique Jeanne d'Arc (Lunéville)
- . clinique Gentilly et Saint-Don (Nancy)
- . clinique Pasteur (Essey)
- . clinique Majorelle (Nancy)
- . ALTIR (Vandœuvre les Nancy)
- . clinique Ambroise Paré (Thionville)
- . clinique Claude Bernard (Metz)
- . ASA (Metz)
- . clinique du Parc (Bar le Duc)
- . Cardeo-clinique Notre Dame (Saint-Dié)
- . clinique La Ligne Bleue (Epinal)
- . clinique Arc en Ciel (Epinal)

Ces avenants tarifaires sont applicables au 1^{er} mars 2010.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine.

Nancy, le 23 mars 2010

Le président de la commission exécutive,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 19/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 31 mars 2010 relative à la demande conjointe de l'association HADOV à Neufchâteau et du centre hospitalier de Bar-le-Duc visant à modifier le périmètre d'intervention concernant l'activité d'hospitalisation à domicile

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Vu la délibération n° 30/06 du 21 mars 2006 autorisant le centre hospitalier de Bar le Duc à exercer l'activité de médecine sous forme d'alternative en hospitalisation à domicile sur les territoires de soins de proximité du Barrois, du Haut Val de Meuse et Cœur de Lorraine

Vu la délibération n° 35/09 du 16 juin 2009 autorisant l'association pour l'hospitalisation et la coordination des soins à domicile de l'ouest des Vosges à Neufchâteau à exercer une activité de soins de médecine sous forme d'alternatives en hospitalisation à domicile polyvalente sur les cantons vosgiens de Neufchâteau, Coussey, Châtenois, Mirecourt, Vittel, Bulgnéville, Lamarche, Monthureux sur Saône, Darney.

Vu la convention de partenariat signée le 29 mars 2010 entre l'association HADOV et le centre hospitalier de Bar-le-Duc visant à redéfinir les conditions d'intervention des 2 structures d'HAD sur les cantons de Vaucouleurs et Gondrecourt-le-Château,

Considérant que la redéfinition des aires géographiques d'intervention des HAD susvisées permet d'organiser un développement coordonné de la prise en charge et d'améliorer la couverture géographique régionale notamment en termes d'accessibilité,

Considérant que cette modification du périmètre d'intervention entre les deux titulaires d'autorisation d'HAD est sans incidence sur la conformité aux orientations du schéma régional d'organisation sanitaire et à son annexe,

Considérant que la demande est conforme aux conditions d'implantations d'HAD définies aux articles D 6124-301 à D 6124-30 du code de la santé publique relatives à la continuité des soins,

D E C I D E

De modifier les aires géographiques d'intervention des activités de médecine sous forme d'hospitalisation à domicile autorisées à l'association d'hospitalisation à domicile de l'ouest

Vosgien à Neufchâteau, et au centre hospitalier de Bar-le-Duc dans les conditions suivantes :

HADOV : cantons vosgiens de Neufchâteau, Coussey, Châtenois, Mirecourt, Vittel, Bulgnéville, Lamarche, Monthureux sur Saône, Darney ainsi que les cantons de Vaucouleurs (à l'exception de la commune de Saint-Germain sur Meuse) et de Gondrecourt le Château (à l'exception des communes de Baudignecourt, Demanges-aux-Eaux, Horville-en-Ornois, Mauvages, Saint-Joire et Tréveray)

Centre Hospitalier de Bar-le-Duc : territoire de soins de proximité du Barrois à l'exclusion du canton de Vaucouleurs hormis la commune de Saint Germain sur Meuse et à l'exclusion du canton de Gondrecourt le Château hormis les communes de Baudignecourt, Demanges-aux-Eaux, Horville-en-Ornois, Mauvages, Saint Joire et Tréveray)

Ainsi que les territoires de soins de proximité du Haut-Val de Meuse et Cœur de Lorraine.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine conformément aux dispositions de l'article R 6122-41 du code de la santé publique.

Le président de la commission exécutive,
Marcel DOSSMANN

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du comité national de l'organisation sanitaire et sociale. Il ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux. Un recours contentieux peut être formé par toute personne ayant intérêt à agir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de cette décision, devant le tribunal administratif compétent.

Extrait de la décision portant approbation de la délibération du 17 décembre 2009 relative au projet d'établissement 2008 – 2012 de la Maison Hospitalière Saint Charles de Nancy (54)

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Considérant que le projet d'établissement de la Maison hospitalière Saint-Charles de Nancy répond aux exigences réglementaires de l'article L.6143-2 du code de la santé publique ;
Considérant que le projet d'établissement de la Maison hospitalière Saint-Charles de Nancy répond aux objectifs du SROS III ;
Considérant le projet médical et ses objectifs de prise en charge spécifiques de soins palliatifs, de patients déments, de lutte contre la douleur, de prévention des chutes et de lutte contre les infections nosocomiales ;
Considérant l'orientation visant à consolider l'offre de proximité et développer des coopérations avec les autres établissements du territoire de santé de proximité n° 16 et les réseaux ;
Considérant l'orientation visant à s'insérer dans une filière gériatrique complète ;
Considérant la cohérence des orientations proposées par le projet de soins infirmiers ;
Considérant le contenu du projet social ;
Considérant le projet de schéma directeur informatique ayant pour objectif d'améliorer et de dynamiser les échanges internes et externes ;
Considérant le plan global de financement répondant aux critères d'équilibre financier ;

D E C I D E

La délibération de l'assemblée du 17 décembre 2009 relative au projet d'établissement 2008-2012 de la Maison Hospitalière Saint-Charles de Nancy est approuvée.

La présente approbation ne constitue pas un engagement à octroyer des financements supplémentaires.

Nancy, le 23 mars 2010

Le directeur adjoint de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 41/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 409 029 € soit :

- 1) 2 400 857 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 092 495 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
116 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
10 748 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
296 795 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
703 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 2 655 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 5 517 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 42/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 568 240 € soit :

- 1) 1 506 677 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 259 841 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
37 637 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
2 823 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
203 275 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 101 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 21 624 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 39 939 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 43/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 417 979 € soit :

- 1) 417 114 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 353 066 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 12 006 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 51 236 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 806 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 865 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 44/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 172 854 € soit :

- 172 854 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 172 095 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 759 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 45/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 56 992 € soit :

- 56 992 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 56 992 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 46/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 757 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 392 711 € soit :

- 1) 2 274 742 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 007 063 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 30 904 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 6 156 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 225 379 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 5 240 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 88 998 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 28 971 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 47/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 337 736 € soit :

337 736 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

208 724 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

128 250 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

762 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,

Le chef de service,

Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 48/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 27 224 173 € soit :

1) 24 718 524 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

21 481 948 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

70 120 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

13 328 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

3 055 331 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

73 669 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

24 128 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 659 762 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 845 887 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,

Le chef de service,

Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 49/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 256 991 € soit :

1) 2 808 032 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 650 993 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

155 237 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 802 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 445 356 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 3 603 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,

Le chef de service,

Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 50/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 84 784 € soit :

84 784 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

84 784 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,

Le chef de service,

Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 51/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 115 640 € soit :

- 1) 1 900 658 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 758 473 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 10 097 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 132 088 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 2) 8 372 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 206 610 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 52/2010 du 21 avril 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 424 598 € soit :

- 1) 1 385 408 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 183 570 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 22 875 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 367 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 175 776 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 820 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 6 093 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 33 097 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE
Service prévention des risques

Ligne à 225 000 volts Moulaine-Belval – Extrait de l'arrêté du 13 avril 2010 portant autorisation d'exécution

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'avis des maires et services consultés le 19 janvier 2010

- M. le Président du Conseil Général : réponse du 27/01/2010
- Mairie de HAUCOURT MOULAIN :
- Mairie de HUSSIGNY GODBRANGE : réponse du 02/03/2010
- Mairie de VILLERS LA MONTAGNE :
- Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy :
- Chambre de Commerce et d'Industrie : réponse du 27/01/2010
- Chambre d'Agriculture : réponse du 17/02/2010
- Région militaire de défense nord-est :
- M. le commandant de la zone aérienne de défense Nord, Président du comité interarmées de la circulation aérienne militaire : réponse du 10/02/2010
- Monsieur le directeur interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense : réponse du 09/02/2010
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine - SRMN :
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine – UT 54 : réponse du 01/02/2010
- Direction régionale des affaires culturelles : réponse du 09/02/2010
- Direction régionale de l'office national des forêts :
- District aéronautique de Lorraine : réponse du 21/01/2010
- Direction interdépartementale des routes : réponse du 22/03/2010
- Service départemental de l'architecture et du patrimoine : réponse du 28/01/2010
- Direction départementale des affaires sanitaires et sociales : réponse du 01/03/2010
- Direction Départementale des Territoires : réponse des 01/02/2010 et 22/01/2010
- France telecom - Service Sovotel :
- Grt gaz : réponse du 03/02/2010
- ErDF : réponse du 09/02/2010
- Conservatoire des sites Lorrains :
- Office National des Forêts :
- Centre régional de la propriété forestière de Lorraine Alsace :
- GrDF :

Considérant qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés favorables,

Vu les remarques et demandes formulées par :

- Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
- Chambre d'agriculture
- Direction régionale des affaires culturelles
- Mairie de HUSSIGNY GODBRANGE
- Direction interdépartementale des routes

Vu les réponses satisfaisantes apportées par RTE EDF Transport SA les 24 et 30 mars 2010,

Considérant qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés donnés,

AR R E T E

Article 1er : RTE EDF Transport SA est autorisée à exécuter l'ouvrage objet de la demande, conformément au dossier susvisé, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Article 2 : Le titulaire de la présente autorisation devra se conformer à l'article 55 du décret du 29 juillet 1927 modifié.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les mairies d'Haucourt-Moulaine, d'Hussigny-Godbrange et de Villers la Montagne.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe et Moselle et les maires d'Haucourt-Moulaine, d'Hussigny-Godbrange et de Villers la Montagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme est également adressée à M. le Directeur de RTE EDF Transport SA et qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication,
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Metz, le 13 avril 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur et par subdélégation,
Le chef du service prévention des risques,
Norbert LAMBIN

DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté du 23 février 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC n° 9542)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Les clauses de l'avenant n° 82 du 20 octobre 2009 à la convention collective de travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et pépinières du Département de Meurthe et Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention [sous réserve de l'application des dispositions réglementaires relatives au salaire minimum de croissance].

Article 2 : L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 février 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 21 avril 2010 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association Scènes et Territoires à Maxéville

Vu la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

Vu la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 22 février 2010 présentées par Monsieur GUILLEMIN Bernard - Président de l'Association SCENES ET TERRITOIRES - 17 route de Metz - 54320 MAXEVILLE

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1er : L'Association SCENES ET TERRITOIRES - 17 route de Metz - 54320 MAXEVILLE

SIRET 412 763 096 000 36 code ape 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Le 21 avril 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 21 avril 2010 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - MJC de Maxéville

Vu la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

Vu la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 16 mars 2010 présentées par Monsieur

GAUTHIER Emmanuel – Président de la MJC de Maxéville - Espace Edgar P. Jacobs – 33 rue des Brasseries – 54320 MAXEVILLE
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er : La MJC de Maxéville - Espace Edgar P. Jacobs – 33 rue des Brasseries – 54320 MAXEVILLE

SIRET 478 587 868 000 17 code ape 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Le 21 avril 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 21 avril 2010 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Société Nouvelle GAUTIER MOULRON à JEANDELAINCOURT

Vu la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

Vu la demande validée par l'autorité administrative le 17 février 2010 présentée par Madame HERY Marie-Christine, co-gérante de la Société Nouvelle GAUTIER MOULRON – 38 rue des Tuileries – 54114 JEANDELAINCOURT

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er : La Société Nouvelle GAUTIER MOULRON - 38 rue des Tuileries – 54114 JEANDELAINCOURT

SIRET 519 845 218 000 14

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Le 21 avril 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature**

L'administrateur général des finances publiques,

Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à Madame Josiane KLAEYLE, inspectrice, ainsi qu'à Messieurs Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, et Laurent DARNE, contrôleur principal, en qualité d'évaluateurs à la brigade régionale domaniale à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;

- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat .

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 31 mars 2010

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Françoise NOITON

Arrêté du 1er avril 2010 portant délégation de signature

L'administrateur général des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code rural, notamment ses articles R.141-9 et R.144-3;

Vu l'arrêté du 10 janvier 2007 relatif à la désignation du Commissaire du Gouvernement auprès des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, notamment l'alinéa 2 de l'article 1^{er} ;

ARRETE

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à Monsieur David de BEAUMONT, Inspecteur à l'effet d'exercer les fonctions de commissaire du gouvernement auprès de la SAFER de Lorraine.

Article 2 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy.

Nancy, le 1er avril 2010

L'administrateur général des finances publiques,
Françoise NOITON

Extrait de l'arrêté du 14 avril 2010 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle le 14 mai 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} – Les services de la direction départementale des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle seront fermés à titre exceptionnel le 14 mai 2010.

Article 2 – Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et des services déconcentrés de l'Etat.

Nancy, le 14 avril 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

SIV – Agrément des professionnels du commerce de l'automobile - Arrêté de délégation de signature de l'administrateur général des finances publiques du 23 avril 2010

Vu l'article 1723 ter O B du code général des impôts,

Vu le décret n° 2008- 1283 du 8 décembre 2008 relatif au commissionnement des personnes auprès desquelles sont payées les taxes sur les certificats d'immatriculation des véhicules et aux modalités de recouvrement de la redevance destinée à couvrir les frais d'acheminement de ces certificats
Madame Françoise NOITON, Administrateur Général des Finances Publiques, Directrice Départementale des Finances Publiques de Meurthe et Moselle

donne délégation à M. Dominique BELLION, Préfet de Meurthe et Moselle,

pour signer toutes conventions relatives au commissionnement des professionnels du commerce de l'automobile par l'administration des finances, dans les conditions prévues par l'article 1723 ter O B du code général des impôts et par l'article 2 du décret n° 2008-1283 du 8 décembre 2008 pris pour son application, ainsi que toutes décisions unilatérales de refus ou de retrait du commissionnement.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique BELLION, cette délégation de signature est donnée à M. François MALHANCHE, Secrétaire général.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François MALHANCHE, cette délégation de signature est donnée à Mme Antoinette AUDIA, directrice de la réglementation et des libertés publiques.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, cette délégation est consentie à M. Jean Pierre DEVIDET chef du bureau de la réglementation à l'exception des décisions de suspension ou de retrait d'agrément.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Pierre DEVIDET, la délégation qui lui est consentie est exercée par Mme Sabine CHOIGNOT, attachée de préfecture, adjointe au chef de bureau.

Nancy, le 23 avril 2010

Françoise NOITON

Article 1723 ter O B du code général des impôts :

Le paiement des taxes mentionnées aux articles 1599 quinquies, 1635 bis M et 1635 bis O est effectué soit directement à l'administration, soit auprès des personnes, titulaires d'une commission délivrée par l'administration des finances, qui transmettent à l'administration les données relatives aux demandes d'immatriculation des véhicules donnant lieu au paiement de ces taxes.

Article 2 du décret n° 2008-1283 du 8 décembre 2008 portant application de l'article 1723 ter O B du code général des impôts :

L'administration des finances compétente pour délivrer la commission visée à l'article 1723 ter-O B du code général des impôts aux professionnels visés à l'article 1^{er} communique au préfet sa décision d'agrément ou de refus d'agrément, prise en fonction du respect ou non de la condition fixée par ce même article.

Lorsque la décision prise par l'administration des finances est une décision d'agrément, le préfet ayant pouvoir d'habiliter ces professionnels à participer aux opérations d'immatriculation de véhicules terrestres à moteur signe avec eux une convention d'agrément.

En cas de refus d'agrément, le préfet susnommé notifie la décision prise par l'administration des finances aux professionnels intéressés.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**Extrait de l'arrêté réglementaire DDT-Pêche 2010/005 du 28 avril 2010 relatif à la pêche en eau douce dans le lac de PIERRE-PERCEE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : La pêche à la ligne est autorisée du 1er janvier au 31 décembre sur le lac de PIERRE-PERCEE et toutes rives autorisées.

La pêche des salmonidés, à l'exception de la truite arc-en-ciel, est autorisée du deuxième samedi de mars au troisième dimanche de septembre inclus.

La pêche de la truite arc-en-ciel est autorisée du 1er janvier au 31 décembre.

La pêche du brochet et du sandre est autorisée du 1er janvier au dernier dimanche de janvier et du 1er mai au 31 décembre.

Article 2 : L'arrêté du 14 février 2003 est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de Meurthe & Moselle, le directeur départemental des territoires et le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

présidents des Fédérations de Meurthe & Moselle et des Vosges pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique

et qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

Nancy, le 28 avril 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/n° 135 du 8 avril 2010 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de VANNES-le-CHÂTEL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er - Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de la commune de VANNES LE CHÂTEL

- Sections ZD – ZE – ZH – ZI

Article 2 - Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de VANNES LE CHÂTEL le 26/04/2010. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de TOUL le Procès-Verbal de remembrement.

Article 3 - L'association foncière de remembrement et la commune de VANNES LE CHÂTEL sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Pour la réalisation des travaux hydrauliques, les prescriptions suivantes auront à être respectées :

Un passage (piéton et engins agricoles) au dessus du ruisseau de La Viole sera créé juste en amont de sa confluence avec l'Aroffe avec la réalisation d'un passage à gué en empierrement (sans béton) permettant le passage des engins agricoles et avec la pose en parallèle d'une passerelle bois pour le passage piéton.

Le canal du Moulin et le ruisseau du chemin rural dit de L'Etang seront entretenus.

Tous les travaux d'entretien des cours d'eau seront réalisés conformément aux termes de l'article L. 215-14 du code de l'environnement : enlèvement des embâcles flottants ou non (dessouchage des arbres et arbustes situés dans le lit mineur), élagage ou recépage de la végétation des rives. Tout obstacle gênant l'écoulement des eaux sera enlevé mais la ripisylve existante sur les rives sera maintenue.

Les travaux d'entretien des différents ruisseaux seront guidés par l'agent de l'ONEMA en charge du secteur, qu'il conviendra d'avertir au préalable.

Sur le secteur du chemin rural dit de L'Etang, un fossé sera créé au Nord, le long de la parcelle agricole, avec pour exutoire le ruisseau du chemin rural dit de L'Etang.

Un pont sera créé sur le ruisseau des Terres au sud-est de la commune. Ce pont, s'il est constitué de ponts-cadres, devra être enterré à 30 cm sous le lit du ruisseau.

Durant les travaux d'entretien de cours d'eau et notamment de création du passage à gué et du pont sur le ruisseau des Terres, et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
 - * par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
 - * par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.
- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire ;
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille ou tout autre moyen est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité,

Le service police de l'eau de la DDT de Meurthe-et-Moselle et l'ONEMA devront être prévenus lors du démarrage de ces travaux.

Article 4 - Le présent arrêté peut être déféré, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 5 - Monsieur le Sous Préfet de Toul, Madame le Maire de Vannes le Châtel, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le Président de l'association foncière sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Trésorier Général de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, Nancy, le 8 avril 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 2010/166 du 12 avril 2010 autorisant exceptionnellement les lieutenants de louveterie à détruire les sangliers qui causent des dégâts aux cultures des agriculteurs du département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant les dégâts occasionnés par des sangliers dans les cultures dans différentes communes du département et afin de prévenir les dégâts dans les semis au printemps ;

AR R E T E

Article 1er – Exceptionnellement, les lieutenants de louveterie du département sont chargés de détruire les sangliers qui causent des dégâts aux cultures des agriculteurs du département, du 15 avril au 16 mai 2010 (à l'exception du secteur n° 6).

Article 2 - La destruction pourra se réaliser par arme à feu autorisée, en tir de nuit, à l'aide de sources lumineuses.

Article 3 – Pendant cette période, les lieutenants de louveterie interviendront sur demande expresse des agriculteurs de leur secteur (coordonnées ci-jointes), lorsque ceux-ci constatent des dégâts sur leurs cultures.

Article 4 – Avant chaque sortie le lieutenant de louveterie est chargé de prévenir la brigade de gendarmerie concernée, l'office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que les maires des communes concernées.

Article 5 - Un compte rendu d'exécution des opérations comportant la liste des demandeurs et des communes concernées, le nombre de sorties effectuées et les résultats des tirs sera à adresser à la direction départementale des territoires avant le 31 mai 2010 par chaque louvetier.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul ainsi que tous les lieutenants de louveteries sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux lieutenants de louveterie, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, et dont ampliation sera adressée au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au directeur départemental de la sécurité publique, au président de la chambre départementale d'agriculture, au président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, au président des jeunes agriculteurs 54, au directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, au président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 avril 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
M. MARTY

ANNEXE 1

GROUPEMENT DES LIEUTENANTS DE LOUVETERIE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Président : Gilles GROSDIDIER

Secrétaire : Philippe KIERREN : 06 08 73 09 81

Noms des louvetiers	Unités & Massifs	Portable
LAURENT Claude	1 – 2 (1-2 et 3)	06 07 53 66 52
BOUVET Marc	3 – 4 (4A et 4B)	06 09 82 79 96
CHOLLOT Pascal	5 (5 et 7)	06 72 22 98 40
BRIER Jean-Marc	6 (6)	06 12 65 02 53
LORRAIN Noël	6 (8A et 9A)	06 85 91 16 59
BOURGAU Pierre	6 (8B et 9B)	06 20 33 44 27
KOENIG Bernard	7 (10 – 11A et 11B)	06 83 28 42 37
GENAY Francis	8 (12 et 23)	06 11 11 03 29
DEGUY Bernard	9 (13 et 14)	06 82 22 56 33
MALJEAN Jean-Eric	10 – 11 (15-16-17 et 19)	06 77 38 22 63
GROSDIDIER Gilles	12 (18-20 et 21)	06 11 40 04 00
CANTENEUR Bruno	13 (22-29-31A-31B-32A et 32B)	06 24 29 11 31
SIMOUTRE Jean Pierre	14 (24 et 25)	06 08 42 52 58
DIMEY Alain	15 (partie) (26 et 28)	06 85 41 03 92
SEYER Jean-Louis	15 (partie) (27)	06 82 06 79 32
RECEVEUR Régis	16 (30)	06 98 82 13 14

*Service aménagement durable, urbanisme, risques***Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Landres, Mont-Bonvillers et Piennes du 20 avril 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvé sur le territoire des communes de Landres, Mont-Bonvillers et Piennes. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes sus-visées et à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans les mairies des communes sus-visées et à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres, à la direction départementale des territoires, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental des territoires, les maires des communes sus-visées, le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 20 avril 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Labry du 20 avril 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Labry tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Labry pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Labry, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 20 avril 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Commune de Barisey-la-Côte - Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT54/ADUR/005 du 21 avril 2010 portant approbation de la révision de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

AR R E T E

Article 1 : La carte communale de BARISEY-LA-CÔTE qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- liste et plan des servitudes d'utilité publique au 1/5 000^e.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de BARISEY-LA-CÔTE n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de BARISEY-LA-CÔTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 avril 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

AUTRES SERVICES**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****Décision de délégation de signature du 27 avril 2010**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du C.H.U. de NANCY :

Vu l'article D6143-33 du Code de la Santé Publique,

Vu le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Article 1er : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Monsieur Frédéric GROSSE, Directeur pour signer aux nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi ou contrat avenir.

Article 3 : En l'absence de Monsieur Frédéric GROSSE, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE, et à Monsieur Gérald UMLOR, Attaché d'Administration Hospitalière Principal.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Mademoiselle Lucie BERNARD, Monsieur Philippe BOULANGÉ, Mademoiselle Anne-Lucie BOULANGER, Madame Françoise BRUNEAUD, Monsieur Jean-Louis DEUTSCHER, Mademoiselle Nathalie DHELLEM, Monsieur Mickaël DUWOYE, Madame Vanina DUWOYE, Monsieur Jacques DUDREUILH, Monsieur Philippe WERNERT, Monsieur Eric ZURCHER

b) pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de blocs opératoires, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitaliers qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

- Madame Eliane GOND, Monsieur Gérard POLEGATO, Monsieur Gérard THOMAS, Monsieur Alain VIAUX

c) pour les personnels des écoles qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Madame Marie-France GAUROIS, Madame Geneviève GERAULD, Monsieur Jean Michel KLEFFERT, Madame Sylvia PERRIN OZZA, Madame Véronique PIERSON, Monsieur Jean-Maurice PUGIN, Madame Marie-Christine SCHONS, Monsieur Gérard THOMAS

d) pour les personnels qui leur sont rattachés, à l'ingénieur responsable de la logistique et aux ingénieurs et responsables des services techniques suivants :

- Monsieur Richard ALBALADEJO, Monsieur Jacques DUDREUILH, Monsieur Benoît LEBRUN, Monsieur Jean-François MILLARD, Monsieur Richard PEREZ, Monsieur Jean Louis PEROT

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c) et d) les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Donne délégation à Monsieur Frédéric GROSSE pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Madame Geneviève GERAULD pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé, les écoles de puériculture et d'auxiliaire de puériculture

- Monsieur Jean Michel KLEFFERT pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers

- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'école d'Aide Soignant

- Madame Véronique PIERSON pour les Instituts de Formation en Soins Infirmiers de Lonnais et Brabois

- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale

- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmier de Bloc Opératoire

- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmier Anesthésiste

Article 7 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Madame Michèle LLORCA, Monsieur Charles ROESCH, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Gérald UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière, et à Madame Martine LANG, Madame Jeanine LHOMMÉE, Monsieur Michaël HACQUARD et Monsieur Patrick ALBERT, Adjoints des cadres Hospitaliers, pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame Françoise ABEL pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Charles ROESCH, Attaché d'Administration Hospitalière, Madame Jeanine LHOMMÉE, Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur Michaël HAQUARD, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 8 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Monsieur Frédéric GROSSE, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage.

Une délégation secondaire est également donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, ainsi qu'à Monsieur Gérald UMLOR.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 9 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,

- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 10 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 11 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 27 avril 2010

Le directeur Général,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe et Moselle

Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle

envisage de prendre, en application des articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective susmentionnée, les dispositions de l'avenant à ladite convention ci-après indiqué.

Texte dont l'extension est envisagée :

- Avenant n° 78 du 19 janvier 2010 – revalorisation des salaires concernant les exploitations de polyculture et d'élevage.

Signataires :

Organisations d'employeurs :

- La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de la Meurthe et Moselle

- Le Syndicat Professionnels des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine ;

- La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la :

- C.F.D.T.
- C.F.E. / C.G.C.
- C.G.T. / F.O.
- C.F.T.C.

Dépôt :

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe et Moselle à VANDOEUVRE LES NANCY.

Le texte de cet avenant pourra être consulté dans la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à VANDOEUVRE LES NANCY.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée. Leurs communications devront être adressées à la préfecture du Département de Meurthe et Moselle.

Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe et Moselle

Le préfet du département de Meurthe et Moselle

envisage de prendre, en application des articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective susmentionnée, les dispositions de l'avenant à ladite convention ci-après indiqué.

Texte dont l'extension est envisagée :

- Avenant n° 84 du 20 janvier 2010 – revalorisation des salaires concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe et Moselle

Signataires :

Organisation d'employeur :

- Le Syndicat horticole de Meurthe et Moselle

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la :

- C.F.D.T.
- C.F.E. / C.G.C.
- C.G.T. / F.O.
- C.F.T.C.

Dépôt :

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe et Moselle à VANDOEUVRE LES NANCY.

Le texte de cet avenant pourra être consulté dans la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à VANDOEUVRE LES NANCY.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée. Leurs communications devront être adressées à la préfecture du Département de Meurthe et Moselle.

AUTRES SERVICES

INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE LORRAINE

Avis de recrutement externe d'un adjoint technique de recherche et de formation par la voie du PACTE

En application du décret n° 2005-902 du 02 Août 2005 pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, un recrutement d'adjoint technique de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche par la voie du PACTE (parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat) aura lieu, au titre de l'année 2010, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type par chacun des établissements affectataires. (cf tableau ci-dessous)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/ Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2010
Sciences du vivant	Préparateur en biologie	Institut National Polytechnique de Lorraine	1

Le PACTE est un mode d'accès qui permet d'intégrer la fonction publique et d'y être titularisé après un engagement de professionnalisation d'une durée d'un à deux ans alternant formation et stage. La titularisation est prononcée après avis de la commission de titularisation.

A) Conditions à remplir :

Le PACTE est accessible à tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus, sans qualification ou possédant un diplôme inférieur au baccalauréat (CAP ou BEP).

Le candidat doit être de nationalité française ou de celle d'un des Etats membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen. Dans le cas où le candidat est en cours de naturalisation ou d'acquisition de l'une des nationalités requises, la titularisation ne pourra intervenir qu'une fois la condition de nationalité satisfaite.

B) Modalités et date d'inscription :

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date de retour des dossiers d'inscription.

Les candidats doivent envoyer leur candidature, lettre de motivation et curriculum vitae, accompagnée d'un descriptif de leur parcours antérieur de formation, et le cas échéant, de leur expérience, Au Pôle Emploi de leur lieu de domicile qui transmettra les candidatures recevables à la commission de sélection prévue ci-après.

C) Modalités de recrutement :

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures transmises par le Pôle Emploi. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par la Direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

Procédure de sélection :

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature, la commission procède à la sélection des candidats. Seuls les candidats sélectionnés par la commission seront convoqués à l'épreuve orale d'entretien.

Procédure de recrutement :

A l'issue de l'épreuve orale, la commission arrête, par ordre de mérite, la liste des candidats aptes au recrutement.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Institut National Polytechnique de Lorraine	Service des Ressources Humaines 2 Avenue de la Forêt de Haye 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	03.83.59.59.58 03.83.59.59.89	03.83.59.59.55

Références : JORF n° 0013 du 16 janvier 2010

Avis de recrutement externe d'un adjoint technique de recherche et de formation par la voie du recrutement sans concours

En application de l'article 51 du décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié relatif aux dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et formation du ministère de l'éducation nationale, des recrutements externes sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche auront lieu, au titre de l'année 2010, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type. (cf tableau ci-dessous)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/ Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2010
Information, Documentation, Culture, Communication, Edition, TICE	Aide d'information documentaire et de collection patrimoniale	Institut National Polytechnique de Lorraine	1

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements.

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription.

Les dossiers de candidature sont constitués d'une lettre de candidature et d'un curriculum vitae détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés.

Ils doivent être adressés à :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Institut National Polytechnique de Lorraine	Service des Ressources Humaines 2 Avenue de la Forêt de Haye 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	03.83.59.59.58 03.83.59.59.89	03.83.59.59.55

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par l'autorité chargée de la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature déposés dans le délai fixé ci-dessus, la commission procède à la sélection des candidats puis à l'audition des candidats retenus.

Pour le retrait des dossiers de candidature, et tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à l'établissement. Si des postes de diverses universités intéressent les candidats, ils sont priés d'adresser un dossier par établissement.

Références : JORF n° 0049 du 27 février 2010

